

Comme fut préparé LE 18 NOVEMBRE

Le mardi 9 novembre, l'Union départementale CGT de la Seine réunissait les principaux responsables des syndicats de fonctionnaires, services publics et nationalisés, pour faire le point de la situation à peine à plus d'une semaine avant la journée revendicative des secteurs en question, prévue pour le 18 novembre.

Un rapport introductif de Marius Bertoux faisait état d'une réunion du bureau de l'UD, le matin même, qui avait examiné un certain nombre d'actions possibles à proposer au cours des contacts intersyndicaux qui devaient avoir lieu le lendemain avec la CFDT et la FEN (FO ayant refusé toute action commune pour le 18) :

— les trois organisations syndicales appellent en commun à une manifestation de rue, le soir à 18 h 30 (marche sur le ministère des Finances par exemple). Cela impliquait un accord intersyndical et une autorisation de la manifestation et le rapporteur précisait qu'il était peu probable que ces conditions puissent être réunies.

— Sinon, faire ensemble un rassemblement à la Bourse du Travail (si ce n'est pas à trois, ce sera à deux et 4 voire même la CGT appelant seule).

Ces propositions étaient accompagnées d'un tableau assez pessimiste des relations intersyndicales, apparemment très difficiles, et amenant la conclusion qu'en fin de compte il fallait être très mesuré et appeler à une action correspondant exactement au niveau de la combativité, ni plus ni moins. Sur ce, l'assemblée avait la parole pour donner mandat au bureau de l'UD sur l'action à proposer le lendemain aux autres organisations syndicales.

La discussion qui suivit tourna autour des difficultés rencontrées dans les contacts intersyndicaux dans chacun des secteurs, mais ne permit pas de préciser un mot d'ordre bien dynamique. Le rapport introductif ne le permettait guère (la réa-

lité non plus d'ailleurs) mais peut-être aussi le fait qu'habituellement ce genre de réunion n'a pour but que de discuter de l'application de mots d'ordre déjà lancés. Jusqu'à ce moment de la réunion on pouvait se demander si le souci d'une aussi grande démocratie dans la préparation d'un mouvement (dont tout le monde savait qu'il ne pouvait avoir d'ampleur) ne cachait pas quelque but douteux.

C'est en fin de compte Hénaff qui annonçait la couleur en déclarant qu'il constatait à la lumière des interventions que le bureau de l'UD avait bien analysé le fait que le niveau de la combativité n'atteignait pas celui du mécontentement des travailleurs. Cela était dû au fait que le travail des syndicats n'était pas suffisamment fait et que cela permettait aux autres organisations de mener leur politique anti-unitaire.

Voilà comment on met sur le dos des militants et qui plus est avec leur accord, (il est vrai que cela fut bien préparé) les résultats d'une politique sans perspective, même si l'on proclame par ailleurs une volonté d'organiser la lutte coordonnée de tous les travailleurs. Il est vrai qu'Hénaff avait enveloppé sa marchandise de fort belle manière en disant que malgré tout il ne fallait pas prétexter le manque de l'unité pour ne pas lancer une action revendicative. « Pour le 18, déclarait-il, même si la CGT doit ramer seule, elle ramera seule. »

Malheureusement le bateau ne fut même pas mis à l'eau ; il fallait peut-être ne pas troubler l'eau des alliés bourgeois et les laisser prendre sans frayeur ce grand bateau de l'unité « le Mitterrand ». Si peu de militants sont conscients de ces manœuvres, quelques-uns commencent à renâcler et à se poser des questions qui devraient permettre tôt ou tard de secouer la bureaucratie des syndicats.

MERAN.

CHEZ LES PAYSANS

Le temps a été doux cet automne, aussi les choux-fleurs ont-ils poussé de partout en quantité exceptionnelle : en Bretagne, dans le Centre, comme dans la basse vallée du Rhône. Ici, au lieu de deux tonnes à l'hectare, on a récolté cinq ou six tonnes. Les prix se sont donc effondrés. Pour que la culture soit rentable, il faudrait 18 à 20 centimes par kilo. Or le chou-fleur a été payé ces derniers temps cinq centimes ! Comme pour récolter deux tonnes il faut employer quatre personnes pendant une journée à vingt francs environ, on voit qu'il ne reste rien. Et encore il faut tenir compte de l'emballage et des frais divers. Heureusement que les prix viennent de remonter à 0,20-0,25 F.

On commence à faire germer les pommes de terre de semence. Celles-ci que l'on payait 48 à 50 centimes au kilo valent cette année 70 à 72 pour la même qualité : car il paraît qu'en Hollande il a fait mauvais temps.

Avec de tels prix, les paysans dispa-

raissent peu à peu. Dans notre petite ville où l'on cultive surtout des primeurs, de 144 producteurs il y a quelques années, il n'en reste plus que 68. Et la situation n'est guère améliorée pour la plus grande partie de ceux qui restent : il faudrait définir un prix de rentabilité par produit et réorganiser les circuits de distribution : semi-grossistes et grossistes et aussi détaillants prélevant un bénéfice élevé.

Un régime socialiste pourrait atténuer les risques dus aux variations du temps. Mais le régime actuel n'en a même pas le désir ; ses technocrates préfèrent livrer la terre aux grandes sociétés capitalistes, fussent-elles américaines, qui remédient à la baisse du taux de profit en ajoutant à celui-ci la rente foncière. Les paysans devront bientôt choisir entre abandonner la terre, devenir manœuvres agricoles, ou bien s'organiser en liaison avec les syndicats ouvriers pour faire face à la fois au grand capital et aux margoulin.

M. R.

Provence cible atomique

TEL est le texte d'une affiche et d'innombrables tracts distribués pour protester contre l'installation de silos contenant des fusées thermonucléaires qui seraient installées entre Apt et Sisteron, à cheval sur le Vaucluse, la Drôme et les Basses-Alpes.

Le 14 novembre, un rassemblement avait lieu à Sault, à peu près au centre du dispositif : 25 organisations, de nombreux maires et élus y appelaient. Rassemblement très large donc puisqu'au côté du P.C.F., l'on trouvait la S.F.I.O., le P.S.U., la F.E.N., la C.G.T.... Près de 7.000 personnes étaient donc présentes sur ce plateau à 800 mètres d'altitude par le froid d'une fin d'après-midi de novembre pour protester contre la préparation à la guerre.

Après le représentant du Mouvement de la Paix, Jacques Roux expose les dangers d'une guerre atomique, Jules Moch montre l'inutilité de la Force de frappe, son danger et appelle... à voter Mitterrand. Le R.P. Lelong déclare — mais en son nom personnel — que ceux qui préparent la guerre devraient être mis hors la loi, et on lit aux participants un message de Jean Rostand. Dans la nuit qui commence les J.C. brûlent une fusée symbolique et l'on va fleurir la tombe des résistants tombés en 1944.

Peut-on s'arrêter-là ? La motion votée prévoit des délégations auprès des pouvoirs publics. Cela peut-il suffire ? La profonde inquiétude et les prises de position des artistes et intellectuels installés dans la région, le mécontentement des paysans ne se traduiront-ils que par une manifestation rituelle du Mouvement de la Paix ?

Ni le P.C.F., ni les groupes pro-chinois n'ont répondu à cela. Les uns diffusaient des photos de Mitterrand, les autres des brochures sur le Vietnam. Pour utile qu'il soit de dénoncer la guerre et la barbarie impérialiste au Vietnam, il faut aussi que les militants révolutionnaires indiquent les moyens concrets de lutter contre la préparation à la guerre en France.

Il faut multiplier les réunions dans les villages de Provence et les prises de position sur ce problème. Mais la période en sera vite finie : il faudra alors porter l'action à un plan supérieur, la lutte pour la neutralisation atomique de la France et de l'Europe, pour commencer, rejeter tous les candidats à commencer par celui à la présidence de la république, qui ne se prononcent pas nettement pour la rupture avec l'OTAN.

A NOS LECTEURS

Nous rappelons que, pour tout versement de fonds, il y a lieu désormais de n'utiliser que le compte postal Pierre Frank CCP 12 648-46 PARIS

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F.

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir, Paris-2^e - Tél. : GUTemberg 06-57

Le directeur de publication P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, r. Charenton Paris-12^e

menacés - A quand les luttes ?

fique de ce point de vue. Elle inciterait d'abord les entrepreneurs à investir de nouveau tout en leur fournissant les moyens par un accroissement des capacités d'auto-financement (d'où le nouvel « enrichissez-vous » lancé par le ministre de l'Industrie, Bokanowski, le 28 octobre dernier). Elle conduirait également à une augmentation de l'épargne privée que l'on s'efforcerait de détourner des placements immobiliers qui avaient sa préférence ces dernières années pour les affecter à l'investissement productif. En fait, cette reprise ne s'est pas encore manifestée et rien ne permet, au surplus, de la croire proche et profonde.

Quant à la concentration, c'est le secteur où il faut reconnaître, après deux ans d'application, l'échec du plan de stabilisation sous l'un de ses aspects les plus importants : la refonte des structures industrielles. Ses mesures ont, certes, abouti à l'élimination d'un certain nombre d'entreprises marginales en les empêchant de financer leurs coûts par la hausse de leurs prix. Mais, elles n'ont pas entraîné un mouvement général de concentration de l'industrie accroissant la puissance compétitive de l'industrie française face à ses concurrentes étrangères. En attendant que les diverses mesures fiscales récemment adoptées produisent leurs effets (si elles le font) le gouvernement essaye d'amorcer ce processus en recourant à des palliatifs. Ainsi, l'emprunt d'un milliard lancé en octobre et destiné à financer sélectivement les projets des entreprises « n'ayant pas fait obstacle au processus de concentration ».

En fait, l'expansion restera d'une extrême précarité et sera même vraisemblablement stoppée si l'investissement productif ne vient pas rapidement au secours d'exportations dont tout le monde s'accorde à prévoir la baisse prochaine. La crise du Marché commun a une double

signification à cet égard : d'une part, par l'incertitude qu'elle crée, elle freine la reprise de l'investissement nécessaire à un accroissement de la compétitivité, d'autre part, elle reflète la faiblesse de cette dernière par les craintes qu'inspirent à nos gouvernants l'ouverture des fron-

tières à l'égard d'une économie qui y est mal préparée.

Affirmer dans ces conditions que notre économie a retrouvé « le chemin de l'expansion » ce n'est rien d'autre que prendre ses rêves pour des réalités ou faire la campagne électorale du régime en place.

LES PERSPECTIVES DE L'EMPLOI

A COMPAGNANT la reprise de l'activité industrielle, le « marché du travail » a montré une faible tendance à s'améliorer à partir de juillet-août. Les demandes d'emploi non satisfaites restent toutefois très supérieures à celles de l'an passé : au 1^{er} octobre, elles atteignaient 136 000 soit 30 % de plus qu'au 1^{er} octobre 1964 ; 19 000 jeunes (entre 18 et 24 ans) étaient à la recherche d'un emploi (contre 11 000 en 1964) et si on leur ajoute les moins de 18 ans, la proportion des jeunes demandeurs atteint 25 %. En fait, la reprise s'est marquée à cet égard moins par une diminution du chômage que par des relèvements d'horaires : en clair, on ne veut pas toucher aux 600 000 chômeurs que le plan de stabilisation se propose de créer pour faire pression sur les salaires, on préfère augmenter le taux d'exploitation. Mais, y a-t-il un moyen plus sûr pour notre bourgeoisie de s'enrichir que de nous saigner un peu plus ?

EN conclusion, nous nous permettrons de faire quelques suggestions aux directions qui prétendent représenter les intérêts de la classe ouvrière et qui ont fait de Mitterrand leur candidat. La campagne électorale finie, ne serait-il pas temps de reparler d'un programme com-

mun, représentant — ce qui n'est pas le cas de celui de Mitterrand — les besoins de ceux qui ont voté pour le « candidat de la gauche » ? D'abord, rajuster les salaires en fonction du retard qu'ils ont pris sous le plan de stabilisation ; abandonner la « politique des revenus » (charmant euphémisme pour désigner un accroissement légalisé de l'exploitation) et la remplacer par l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire une péréquation de la durée totale du travail entre tous les travailleurs sans diminution de salaire. Enfin, qu'au lieu de reconnaître le « droit à la contestation » des ouvriers, dont on se demande ce qu'il apporte de plus que le système actuel, soit exigé le contrôle ouvrier de la production, par l'ouverture de tous les livres de comptes.

Bien sûr, Mitterrand ne fera pas sien un tel programme, il est le candidat à un régime intérimaire bourgeois d'après gaullisme, et non le candidat d'un programme ouvrier de transition vers le socialisme. Mais, la classe ouvrière n'a pas à payer les frais d'une anarchie dont elle n'est pas responsable. Elle n'a pas à sacrifier ses intérêts à ceux des capitalistes victimes de leur propre système et dont la superbe ne tient qu'à l'absence de luttes revendicatives amples et résolues.

Jean DEVAUX.